

Paris, le 25 octobre 2010

Communiqué

Razzy Hammadi, *Secrétaire National aux Services Publics*
Pascale Gérard, *Secrétaire Nationale à la Formation*
Alain Vidalies, *Secrétaire National à l'Emploi*



Alerte rouge sur Pôle Emploi.

Face à l'augmentation importante du chômage dans notre pays, les Français attendent de Pôle Emploi qu'il soit un outil efficace pour permettre le retour à l'emploi des chômeurs. C'est malheureusement tout le contraire. La faiblesse des moyens accordés à Pôle Emploi montre le renoncement de ce gouvernement en matière de lutte contre le chômage.

Alors que les résultats de la consultation lancée par le secrétaire d'Etat à l'Emploi sont publiés aujourd'hui, le bilan montre l'écart inquiétant entre les déclarations du gouvernement et la réalité du terrain. Manque de moyens, agents surchargés, dysfonctionnements divers : les difficultés sont nombreuses.

Avec un nombre de dossiers à traiter qui s'élève couramment à plus de 100 demandeurs d'emploi par personne – avec des pointes jusqu'à 300 en Seine-Saint-Denis –, pour un objectif initial compris entre 30 et 60, les agents n'ont plus les moyens de répondre aux besoins et demandes des publics accueillis et donc de mener à bien leur mission. Sans compter les milliers de chômeurs dont les dossiers sont en souffrance (près de 37 000 aujourd'hui), ce qui veut dire qu'ils ne bénéficient d'aucun soutien pour retrouver un emploi dans les meilleurs délais.

La systématisation du recours à des plateformes numériques – Internet et téléphone – en lieu et place d'un véritable accueil multiplie difficultés et inégalités de traitement entre individus et territoires. A peine un tiers des chômeurs continuent d'être reçus pour un suivi après 5 mois, alors que l'on oriente toujours plus les demandeurs d'emploi vers des outils ne fonctionnant pas de manière satisfaisante. Cette substitution du téléphone aux entretiens physiques se transforme en « machine à radier ».

En l'état, la fusion se résume à un recul de la qualité de l'accompagnement des chômeurs et au démantèlement du service public de l'emploi. Parce que la lutte contre le chômage est une priorité des Français, le Parti socialiste propose de créer un véritable service public de l'emploi, associant assurance-chômage et formation professionnelle, et permettant la sécurisation des parcours professionnels.